

Les femmes du MAS
Sénatrices et députées du Mouvement vers le Socialisme (MAS) : quelques éléments
pour une approche typologique

Zara Abud Ferrufino, Université Lyon 2

Introduction

Le débat sur la participation des femmes en politique est complexe et récurrent. Il englobe une série de questions liées au genre, au pouvoir, à la représentation et à la démocratie. Différents efforts – des quotas de genre, des programmes d'action positive, des campagnes de sensibilisation, etc - ont été mis en place dans une variété d'Etats visant à accroître le nombre de femmes occupant des postes de pouvoir dans les démocraties. La Bolivie, classée troisième pays au monde où la participation des femmes au parlement est la plus élevée, peut être considérée comme un exemple de « réussite » dans l'application de ces mesures (*Data on Women in National Parliament*, n.d.). En effet, la Bolivie, tout comme de nombreux pays de la région (Drude Dahlerup, 2008), applique une série de réformes législatives depuis la fin des années 1990 et début des années 2000, qui ont permis l'augmentation significative du nombre de femmes au parlement en un seul cycle présidentiel¹. Ainsi et selon les données de la « Inter-Parliamentary Union », la Bolivie compte aujourd'hui avec une présence de 55% de femmes à la chambre haute et de 46% à la chambre basse.

Si la littérature sur l'ascension des femmes dans les démocraties occidentales est abondante, ce n'est pas le cas dans le contexte latino-américain, et encore moins en Bolivie et ce malgré le fait que le pays figure parmi les premières places du classement mondial. Ainsi, si nous prenons en compte les facteurs structurels et symboliques généralement associés à l'augmentation de la participation des femmes en politique dans les démocraties occidentales (Achin & Lévêque, 2006), la Bolivie semble avoir très peu de chances d'avoir un nombre aussi élevé de femmes au pouvoir. En fait, ce classement contraste fortement avec les indices de

¹ Entre 2006 et 2010, le nombre de femmes au parlement bolivien a augmenté de manière significative. En 2006, il n'y avait que 30 femmes sur un total de 157 membres, ce qui représentait environ 19 % du total. Toutefois, en 2010, le nombre de femmes au parlement est passé à 49 sur un total de 166 membres, ce qui représente environ 29 % du total.

développement humain qui montrent une situation de pauvreté et de violence pour les femmes en Bolivie².

J'ai été intéressée par cet appel à contributions car il existe une relation de longue date entre la représentation des femmes au parlement et les partis politiques de gauche. D'une manière générale, les partis de gauche ont tendance à avoir plus de représentantes et à promouvoir des mesures qui favorisent une plus grande intégration des femmes en politique (Ballington & Karam, 2005). L'analyse du MAS³, un parti de gauche, au pouvoir depuis plus de quinze ans, me semblait donc indispensable. Néanmoins, il n'est pas question de faire une analyse du MAS en tant que parti, et ce n'est pas non plus le sujet de ma thèse, mais de m'appuyer sur le corpus rassemblé pour donner quelques éléments de typologie sur les femmes qui le représentent actuellement à l'assemblée parlementaire.

Le corpus étudié

Actuellement composé de trois partis politiques (le MAS, Comunidad Ciudadana et Creemos), la féminisation du parlement et les femmes qui occupent ces postes, sont au centre de ma thèse. C'est à partir des années 1980 que la scène politique bolivienne soulève la nécessité d'inclure des secteurs jusqu'alors exclus : les peuples indigènes et les femmes (Novillo, 2011). Ce contexte est fortement influencé par des forces extérieures, provenant d'organisations internationales qui, d'une part, encouragent la participation de l'État à une série de conférences et de conventions, notamment au cours des années 1980 et 1990, et d'autre part, promeuvent une vision normative de la démocratie dans laquelle les femmes, qui représentent la moitié de la population, devraient avoir le même accès aux espaces de pouvoir et de prise de décision que les hommes.

En 2005, depuis son arrivée au pouvoir, le MAS a poursuivi les changements législatifs des administrations précédentes, et va encore plus loin. Ainsi, la nouvelle Constitution, issue de l'Assemblée Constituante de 2006 prévoit une participation minimale de 50% des femmes, ainsi

² La Bolivie se classe également au 7^{ème} rang des 23 pays d'Amérique latine ayant le taux le plus élevé de féminicides (*Objetivos de Desarrollo del Milenio*, n.d.).

³ Le Mouvement vers le socialisme (MAS) est un parti politique bolivien fondé en 1995 par Evo Morales, alors député, et d'autres dirigeants syndicaux et sociaux. Le parti se définit comme socialiste, anti-impérialiste et défenseur des droits des peuples indigènes. Il a été le parti politique le plus important en Bolivie ces dernières années et a gouverné le pays de 2006 jusqu'à présent, avec Evo Morales comme président pendant la majeure partie de cette période.

que le « ticket paritaire » qui garantit un candidat et un suppléant de sexe différents sur la totalité des listes de représentants, à l'exception du binôme présidentiel. Ces amendements législatifs très controversés relèvent du modèle dit « fast track » (Drude Dahlerup, 2008) qui repose sur l'application obligatoire de ce que l'on appelle les « quotas de genre », afin d'assurer l'augmentation du nombre de femmes exerçant des fonctions politiques, en contrebalançant les « inégalités structurelles » auxquelles elles sont confrontées en politique. C'est une sorte de discrimination positive, mais sans date limite. Il s'agit donc du modèle le plus couramment appliqué en Amérique Latine, en Asie et en Afrique, dans les pays dotés de jeunes démocraties ou dans les sociétés sortant d'un conflit. C'est l'application de ce modèle qui a permis la présence de plus de 50% de femmes au parlement bolivien aujourd'hui.

Bien que je m'attarde dans ma thèse sur une analyse des femmes représentantes des trois partis politiques actuellement à l'Assemblée Législative, pour les objectifs de cette communication, je me consacrerai uniquement à celles qui représentent le MAS. Ainsi, le corpus analysé pour cet exposé a été recueilli lors de mon séjour de cinq mois en Bolivie, de octobre 2020 à mars 2021. Durant ces cinq mois sur le terrain, j'ai interviewé au total trente personnes dont : dix-huit femmes parlementaires de l'administration actuelle et précédente, deux spécialistes, sept dirigeantes d'organisations de femmes et une artiste/militante féministe. Mon travail s'est principalement basé sur des entretiens approfondis et des observations participantes. La méthodologie de la théorie ancrée et les techniques du codage m'ont permis de définir les catégories émergentes ainsi que leurs composantes.

Il y aurait bien entendu beaucoup à dire sur ce que révèle ce corpus, mais je me limiterai ici à donner quelques éléments de typologie sur les femmes qui représentent le MAS ainsi que sur les antagonismes que j'ai pu constater chez des femmes de ce parti. Dans les lignes qui suivent, je m'attarderai sur trois éléments principaux : 1) leur voie de professionnalisation ; 2) le conflit (ou pas) entre leur vie professionnelle et leur vie privée ; 3) leur positionnement face à la notion de féminisme.

1) Le militantisme, principale voie de professionnalisation

Actuellement, le parlement bolivien est composé d'une grande diversité sociodémographique. Il me semble donc important de s'attarder sur les corrélations entre les différentes propriétés sociodémographiques des femmes parlementaires et leurs parcours de professionnalisation.

Les militantes

Comme dans le cas du PRD (Parti de la Révolution Démocratique) au Mexique, analysé par Hélène Combes (Combes, 2011), les députées et sénatrices du MAS - qui ont une formation universitaire - sont issues des universités publiques⁴. C'est là, dans les universités d'État, qu'elles commencent leur militantisme politique. Elles s'y distinguent par leur action politique et construisent ainsi des liens avec les partis politiques, notamment avec les dirigeants et les cadres des partis, et, dans le cas des universités publiques, avec le MAS.

En ce sens, le poste qu'elles occupent ensuite « en échange » de leur militantisme dans la sphère universitaire et à l'extérieur, est une sorte de « récompense » ou de « rétribution »⁵. Plusieurs des femmes interviewées considèrent comme évident une récompense, un poste, une « pega » (Do Alto & Stefanoni, 2008) en échange de leur activité militante. « (...) je me suis dit, pourquoi je ne peux pas assumer des rôles si j'ai milité et agi dans le parti politique et je crois que nous méritons tous d'être au pouvoir, d'assumer des positions hiérarchiques de prise de décision, de pouvoir contribuer...»⁶⁷. Ainsi, le militantisme est appréhendé pour ces femmes, comme pour leurs homologues masculins, comme un moyen d'accéder à un emploi, bien rémunéré dans le contexte bolivien⁸. Pour ces femmes, la politique se traduit donc comme un moyen de survenir à leur besoins matériels (Gaxie, 1973), même si pour la plupart d'entre elles, leur carrière politique commence et se termine avec les cinq années du mandat parlementaire.

Pour celles qui n'ont pas fait d'études universitaires, la voie de la professionnalisation passe par le militantisme au cœur des syndicats. Ces femmes sont initiées au militantisme principalement par leurs pairs, dirigeants d'un syndicat. Or, l'activisme politique de ses femmes est facilité par ce que Hélène Combes appelle des « réseaux d'interconnaissance » (Combes,

⁴ Dans le cas des deux autres partis, les femmes sont principalement formées dans des universités privées.

⁵ Pour une réflexion sur la notion de « rétribution du militantisme », voir Combès, 2017, Olson, 1978, Gaxie, 1977

⁶ Entretien députée Olga Guzman, Zoom, décembre 2020

⁷ Tous les noms et prénoms des députées et sénatrices ont été modifiés afin de protéger leur anonymat. Les citations ont été traduites littéralement, en respectant la langue utilisée par les personnes interviewées.

⁸ Le salaire minimum en Bolivie en 2022 était de 322 \$ et le salaire du parlementaire dans la même année était de 3299 \$.

https://es.wikipedia.org/wiki/Asamblea_Legislativa_Plurinacional_de_Bolivia#Salarios

2011). Initiées à la politique du syndicat dès leur enfance et ayant participé activement aux réunions et aux manifestations, elles deviennent rarement des dirigeantes syndicales, malgré leur participation parfois plus active que les hommes. En revanche, et en ligne avec les études sur la division sexuée du travail militant, elles sont souvent secrétaires et trésorières (Fillieule, 2009). Elles participent activement à l'organisation des réunions et des activités, sont bien connues au sein de leur communauté et investissent tout leur temps disponible pour avancer la cause du syndicat ou du parti.

Ces femmes ainsi que leurs homologues masculins constituent le « moteur » du parti. Le MAS, étant une agglomération de syndicats et de mouvements sociaux paysans et indigènes (Cott, 2005 ; Do Alto & Stefanoni, 2008), a besoin de cette activité politique des femmes au cœur des syndicats, comme l'a démontré la Confédération Nationale des Femmes Paysannes et Indigènes «Bartolina Sisa » (CNMCI OB « BS ») qui est à son tour, l'un des syndicats fondateurs du MAS. Cependant, et malgré le fait qu'elles figurent sur les listes du parti, ces femmes d'origine paysanne subissent parfois une discrimination de classe au sein de celui-ci. Elles se sentent parfois négligées et souffrent d'une marginalisation par rapport aux activités de la haute hiérarchie du parti. La députée Colque explique comment elle a été exclue d'une réunion cruciale du parti à laquelle elle tentait d'assister. «...ils ne nous ont pas laissées entrer (à la réunion du parti), c'est pour ça qu'on n'a pas pu entrer, je suis venue pour participer mais ils ne nous ont pas laissées entrer. Alors seuls certains représentants de chaque département sont entrés »⁹.

La députée Colque qui n'a pas de diplôme universitaire et n'a suivi d'éducation formelle que jusqu'à 10 ans, a réussi à obtenir son baccalauréat quelques mois avant d'assumer son poste parlementaire grâce au programme « Yo Puedo »¹⁰. Le fait d'avoir des parlementaires avec un faible niveau d'instruction n'est pas une spécificité bolivienne ; elle est présente dans d'autres partis de gauche de la région, comme dans le cas du Mexique (Combes, 2010) ou du Nicaragua. Ainsi, le faible niveau d'instruction n'est pas un obstacle à l'exercice de la fonction politique, comme c'est le cas en France (Teillet, 2013), mais peut néanmoins constituer un motif d'exclusion des décisions prises par le parti.

⁹ Entretien députée Manuela Colque, Cochabamba, novembre 2020

¹⁰ Le programme "Yo Puedo" est un programme d'éducation des adultes en Bolivie, qui vise à fournir une éducation de base et une formation technique aux personnes qui n'ont pas eu accès à l'éducation au cours de leur vie ou qui ont abandonné l'école prématurément. Il a été créé en 2006 par la Fundación Educación para el Desarrollo (FED) et a été mis en œuvre en collaboration avec le gouvernement bolivien et d'autres organisations.

Certaines des parlementaires interviewées, qui font partie de la «base»¹¹ du parti et qui ont un faible niveau d'instruction, comme c'est le cas de la députée Colque, considèrent que ce sont les femmes « invitées » qui occupent des positions élevées dans la hiérarchie du parti et qui jouissent du pouvoir, sans avoir pour autant accompli le parcours militant « nécessaire ». « Souvent des députées « invitées » de la classe moyenne croient avoir la possibilité de donner la voix du commandement... Ce conflit a surgi entre les femmes parce que, qu'on le veuille ou non, il y a des femmes qui, quand elles arrivent, comme elles disent... Je suis la députée professionnelle et tu es la députée non professionnelle, bien que cette députée non professionnelle ait été soutenue par sa base et que les autres aient été invitées par le parti »¹².

Les « invitées »

Les « invitées », comme les appellent certaines des femmes interviewées, sont généralement des femmes connues dans la société bolivienne par leur parcours en tant qu'intellectuelles (elles sont souvent politistes ou juristes) qui sont « invitées » par les dirigeants à rejoindre le parti. Ces femmes, principalement issues de la classe moyenne supérieure, contrairement à la première catégorie qui regroupe principalement des femmes issues des classes populaires ou rurales, sont recrutées par le parti en raison de leur statut social et, selon Magalí Urquidí, « n'apparaissent qu'une fois que le parti a pris le pouvoir » ainsi, elles « usurpent les postes des femmes de la base ». Il existe donc une discrimination de classe au sein du parti et parmi les femmes. Contrairement aux femmes qui entrent dans le parti par le biais d'un travail militant, les « invitées » sont plutôt recrutées afin de fournir au parti des représentants « cadre » (Duverger & Campos, 1996).

2) « La supermadre »

J'emprunte ici le terme utilisé par Elsa Chaney (1980) pour décrire le rôle que jouent souvent les femmes en politique en Amérique latine. Comme dans le cas d'Evita Perón en Argentine, elles sont vues (et se présentent) souvent comme : les « mères du peuple » (Chaney, 1980). Dans l'analyse de mon corpus, si bien ces femmes ont certainement une vision

¹¹ Le MAS se définit comme un mouvement «organique» et fait souvent référence à ses «bases», pour indiquer qu'il s'agit d'un mouvement «populaire»/«grassroots».

¹² Entretien Magalí Urquidí, Cochabamba, décembre 2020

maternelle de leur rôle en tant que parlementaires, leur propre maternité pouvant être un obstacle majeur pour leur carrière politique.

Parmi les femmes interviewées, 54,5% de moins de 35 ans sont célibataires et sans enfants. Certaines vivent encore chez leurs parents. Cette « disponibilité biographique » (McAdam, 1988) semble être essentielle car, comme l'exprime la députée Solares, « en politique, la pré-disponibilité totale de ton temps est un fait. Comme dans les analyses fournies par la sociologie du militantisme (Jacquemart, 2013), les femmes de mon corpus, qui ont des enfants et une famille, sont souvent disproportionnellement responsables des tâches ménagères et de la garde des enfants, ce qui entrave ou rend beaucoup plus difficile leur carrière politique, en particulier en Bolivie, où l'État n'offre aucune forme d'assistance sociale pour la garde d'enfants. Les femmes interviewées, des trois parties d'ailleurs, ont donc expressément fait allusion à la grande difficulté de mener une carrière politique et de s'occuper d'une famille en même temps. « Malheureusement, les femmes ont plusieurs rôles. Dans mon cas : d'autorité, de mère, d'épouse. Je pars du bureau et je dois voir si mon fils a mangé ou non, s'il a fait ses devoirs, s'il a suivi ses cours, s'il y a de la vaisselle dans la cuisine, ... si je dois me rendre à La Paz, je dois d'abord m'occuper de la maison parce que je sais que le lendemain, j'ai mon vol et je dois partir. Les hommes ne font pas ça »¹³.

Cette situation ne se limite pas au scénario bolivien, mais est une réalité pour les femmes en politique dans toutes les sociétés, même les plus égalitaires. Diverses études sur les femmes en politique menées au sein de l'Union européenne par exemple, non seulement reconnaissent ce problème, mais encouragent les parlements à tenir compte d'un équilibre entre vie professionnelle et vie privée qui pourrait mieux convenir aux femmes, si l'on veut que celles-ci aient plus de chances d'assumer un poste en politique (Katie Mccracken & Ana Fitzsimons, 2019).

En contrepartie, le fait de ne pas avoir d'enfants et de famille fait l'objet d'une critique intense tant dans la politique nationale que dans les syndicats. Dans le cas des syndicats, le statut de mère et d'épouse semble revêtir une importance définitive. Teresa Lopez, de *Comunidad Ciudadana*, raconte dans son entretien que dans sa communauté, si elle voulait obtenir une position de pouvoir au sein de son syndicat, elle devait être mariée. « Je voulais avoir une position d'autorité et ils voulaient m'en donner une, dans le village ils m'ont dit qu'elle

¹³ Entretien députée Gladys Moreno, Cochabamba, octobre 2020

devait entrer, elle, en tant que femme. Puis j'ai entendu mes propres cousins parler, elle doit être mariée, comment va-t-elle entrer ? Que va-t-elle faire là-bas ? Au moins si elle était veuve, mais comme ça (célibataire), non, non. Alors j'ai dit que j'allais me marier et c'est pourquoi je me suis mariée (rires) ».¹⁴

En revanche, et contrairement aux femmes urbaines, les familles des femmes rurales ne sont pas en dehors de leur carrière politique, du moins en ce qui concerne la politique au sein du syndicat. Ces femmes militent et manifestent avec leurs enfants et aux côtés de leurs maris, même si cela les expose, elles et leurs enfants, à la violence, voire à la mort¹⁵. Domitila Chungara, mineuse bolivienne, dirigeante syndicale et activiste, décrit comment pour les femmes rurales « le politique » et « le privé » ne se différencient pas (Chungara, 1987). Chandra Talpade, également dans son livre sur les femmes du tiers monde, explique que cette séparation entre le politique et le privé, qui est la base de la démocratie libérale et un sujet central du féminisme de la « deuxième vague » (Waylen, 1997), n'est possible que pour les femmes des classes moyennes et supérieures, protégées par leur situation économique de l'ingérence de l'État dans leur vie privée (Mohanty et al., 1991). Ce n'est pas le cas des femmes populaires ou paysannes.

3) Le positionnement féministe, source de débat entre femmes ?

La question sur si la représentation « descriptive » (femmes) aboutit à une représentation « substantive » (féministes) est au cœur du débat sur l'utilisation de quotas de genre et d'autres instruments visant à accroître la présence des femmes en politique (Dahlerup et al., 2013 ; Katie Mccracken & Ana Fitzsimons, 2019). On sait, par exemple, que les quotas facilitent aussi l'accès des femmes aux partis conservateurs, qui ne se décrivent pas comme féministes, voire se positionnent en opposition directe à cet adjectif. C'est également le cas pour plusieurs des femmes interviewées, issues de partis de centre-gauche ou même de gauche, dont le MAS.

¹⁴ Entretien Teresa Lopez, Cochabamba, décembre 2020

¹⁵ La marche pour le Tipnis, par exemple, a réuni plus de 200 enfants. 7 personnes ont été tuées, dont un bébé et un enfant.

https://anteriorportal.erbol.com.bo/noticia/indigenas/07012014/salvar_al_tipnis_costo_dos_marchas_y_si_ete_muertos

María Elvira Alvarez retrace les origines du mouvement féministe en Bolivie jusqu'au début du 20^{ème} siècle. Avec la « modernisation » de l'État, l'apprentissage de la lecture et de l'écriture est devenu obligatoire pour les femmes et les jeunes filles des classes supérieures, jetant ainsi les bases des premières carrières d'intellectuelles et porteuses d'idées féministes en Bolivie (Alvarez, 2012). Si le mouvement féministe en Bolivie a commencé comme un mouvement de femmes instruites et de la classe moyenne supérieure, nos entretiens semblent indiquer que c'est toujours le cas. En particulier, ce sont les femmes urbaines, de la classe moyenne supérieure qui se sont auto décrite comme « féministes ». Parmi les femmes parlementaires du MAS, celles issues de circonscriptions rurales, aucune n'a déclaré s'identifier avec ce terme. La plupart d'entre elles ont vivement critiqué ce concept. Soledad Borges, députée du MAS, une femme urbaine, issue de la classe moyenne supérieure et féministe, m'explique que « s'est parce qu'elles (les femmes du même parti mais d'origine rurale) ne se sentent pas représentées dans un féminisme libéral qui est élaboré, conçu davantage pour un secteur urbain, qui ne reconnaît pas, ne comprend pas, n'a pas réfléchi à la réalité culturelle, sociale, économique et politique des femmes, de la grande majorité. Alors il est évident que les femmes rurales, les *Bartolinas*, les femmes syndicalistes vous disent que je ne suis pas féministe, que je n'aime pas le féminisme ».¹⁶

Le féminisme libéral a été largement critiqué, en particulier par les théoriciennes du « black feminise » et latino-américaines, pour sa vision des femmes comme un groupe homogène avec des problèmes et des intérêts égaux à ceux des femmes blanches, de classe moyenne supérieure (Chaney, 1980 ; Mohanty et al., 1991 ; Waylen, 1997). Ainsi, le féminisme libéral est rejeté dans mes entretiens, à la fois par les collectifs féministes radicaux, comme dans le cas de *Mujeres Creando*¹⁷, que par les groupes de femmes rurales, tels que la Confédération des Femmes Indigènes et Paysannes, Bartolina Sisa. Les « Bartolinas », un grand pouvoir politique, ont même des positions ouvertement « antiféministes ». Elles s'opposent à des lois telles que la dépénalisation de l'avortement (Rousseau, 2010) ou même la nouvelle loi 348¹⁸. Nelly Condori, Bartolina, ancienne ministre et députée, pense que « le féminisme génère des problèmes entre les hommes et les femmes au sein de la famille et de la société » (...) je ne partage ni les principes ni les décisions (avec les féministes). Pour moi (le féminisme) est une lutte entre les

¹⁶ Entretien députée Soledad Borges, Zoom, décembre 2020

¹⁷ *Mujeres Creando* est un collectif féministe bolivien, idéologiquement ancré dans le féminisme radical et l'anarchisme. Elles critiquent le féminisme traditionnel et soutiennent que le véritable féminisme doit être intersectionnel.

¹⁸ La loi 348, promulguée en 2013, érige le fémicide en infraction spécifique et prévoit des peines plus sévères pour ceux qui le commettent.

hommes et les femmes, il ne devrait pas y avoir cela à la maison et il ne devrait pas y avoir cela non plus dans la société. Je me considère donc comme une femme qui se bat pour les droits des femmes, oui, et pour l'égalité, oui. Mais pas contre les hommes (...) On m'a dit que c'est pour cela que nous défendons les hommes (...) mais je suis une femme qui se bat pour l'égalité (...) »¹⁹.

Des femmes telles que la sénatrice Condori ont été sévèrement jugées par d'autres femmes interviewées qui appartiennent à des organisations favorables à la cause féministe. Julieta Ojeda, du collectif *Mujeres Creando*, les qualifie de « quotas biologiques » « (...) il serait plus approprié (d'élire) des femmes qui sont vraiment représentatives. Par exemple, je ne sais pas, des femmes qui organisent et activent dans les différents secteurs et non des femmes nommées « au hasard ». Si nous analysons toutes les femmes qui ont participé aux derniers gouvernements, la plupart d'entre elles sont des femmes comme ça, fondamentalement elles sont un quota biologique et non un quota idéologique (...) ce sont des femmes qui ont vraiment été choisies par les dirigeants du parti ou par ceux qui décident au sein du parti et non en raison de leur trajectoire politique, de leur engagement dans le mouvement des femmes »²⁰. Julieta Ojeda est issue d'une classe ouvrière.

Si mes entretiens ont montré une distanciation des femmes rurales vis-à-vis du mot « féminisme », il est néanmoins possible de constater des mouvements de femmes paysannes et rurales, comme celles de l'écoféminisme ou de l'Abya Yala²¹ qui s'appuient sur des théories décoloniales ou intersectionnelles, et qui partagent donc des idées avec le féminisme de la troisième ou de la quatrième vague.

Ainsi, cette relation conflictuelle et, dans de nombreux cas, agressive entre les différentes positions idéologiques ne se limite pas aux femmes du MAS. Par exemple, l'ancienne présidente intérimaire et sénatrice, Janine Añez, une femme « blanche », issue de la classe supérieure et d'un parti conservateur, est détenue depuis mars 2021. La seule organisation de

¹⁹ Entretien sénatrice Nelly Condori, Zoom, novembre 2020

²⁰ Entretien Julieta Ojeda, Colectivo féministe *Mujeres Creando*, Zoom, janvier 2021

²¹ L'écoféminisme est un courant de pensée qui émerge de la convergence entre le mouvement écologiste et le mouvement féministe. Il part du constat que la destruction de l'environnement et la domination des femmes sont étroitement liées. Abya Yala est une expression utilisée par les peuples autochtones d'Amérique latine pour désigner leur territoire et leur vision du monde. Cette expression est souvent associée à une vision écologique et holistique de la nature, qui prend en compte les relations entre les êtres humains, les autres espèces vivantes et les éléments naturels.

femmes à s'être élevée contre « l'abus de pouvoir et les actions illégales »²² menées contre elle est le Bureau Juridique des Femmes²³, dont la directrice, Julieta Montaña, une des femmes interviewées, m'a envoyé un communiqué, dénonçant le fait que « personne ne fait rien »²⁴ pour aider Añez. Añez relève ainsi de la dénomination de « quota biologique » (Galindo, 2018) est radicalement rejetée par des femmes du MAS mais aussi d'autres partis et qualifiée de « traîtresse des femmes ». Cependant, Alejandra Dorado, membre du collectif *Ni una Menos*²⁵ et militante féministe reconnue, m'a racontée que lorsque le collectif est allé manifester à La Paz, exigeant une modification urgente à la loi relative au féminicide, Añez est personnellement allée à leur rencontre et a « ordonné les modifications nécessaires à la loi. C'est la première fois qu'un président se comporte de la sorte »²⁶.

Cet antagonisme au sein des femmes parlementaires, ainsi qu'au sein du mouvement féministe, n'est ni nouveau ni particulier à la Bolivie. On retrouve des problèmes similaires dans les débats sur le féminisme et l'utilisation de quotas pour faire avancer les femmes dans tous les contextes qui les mettent en œuvre, ainsi que dans ceux qui ne le font pas. Cependant, pour mon étude il me semble essentiel de m'être en évidence les dynamiques entre les femmes, au sein du parlement, afin de comprendre en quoi elles constituent un obstacle à la participation des femmes dans la vie politique ainsi qu'aux éventuels changements législatifs en faveur des femmes.

Conclusion

Avec ces éléments de typologie, j'ai voulu montrer que l'application de quotas de genre, le modèle dit « fast track » que la Bolivie développe depuis le milieu des années 1990, peut faire avancer significativement les femmes dans la sphère politique d'un pays. En revanche, cela peut créer un espace riche en contradictions entre les femmes elles-mêmes, même au sein d'un même parti. Les différents parcours professionnels génèrent des tensions et une

²² Entretien Julieta Montaña, Oficina jurídica de la Mujer, Zoom, janvier 2021

²³ Le Bureau juridique des femmes (OJM) est une entité créée en 1984 dans le but de fournir une assistance juridique et un soutien psychologique aux femmes qui ont été victimes de violences et/ou de discriminations fondées sur le genre. L'OJM est une organisation non gouvernementale qui se consacre à la promotion et à la défense des droits humains des femmes en Bolivie.

²⁴ Entretien Julieta Montaña, Oficina jurídica de la Mujer, Zoom, janvier 2021

²⁵ Le collectif *Ni Una Menos* est un mouvement féministe qui a émergé en 2016 en réponse à la violence basée sur le genre et aux féminicides dans le pays. Son travail a contribué à la création de politiques publiques plus sensibles au genre et a été reconnu par la société civile et les institutions gouvernementales.

²⁶ Entretien Alejandra Dorado, Colectivo *Ni una Menos*, Cochabamba, décembre 2020

éventuelle marginalisation de classe (entre autres) entre les femmes rurales et les femmes urbaines. Dans le cas de la maternité, la façon dont elles se présentent dans le rôle de parlementaires contraste avec la façon dont leur propre maternité influence (parfois négativement) leur parcours politique. Il existe également un désavantage important entre celles qui ont des enfants et celles qui n'en ont pas. Finalement, la position à l'égard du « féminisme » est source de rejet et parfois de violence entre elles. Bien que ces différences puissent également présenter des avantages, le débat sur la mise en œuvre des quotas de genre afin d'accroître le nombre de femmes en politique, est plus riche et plus complexe si l'on tient compte du fait que les femmes qui accèdent à ces postes ne sont pas identiques, ni dans leur parcours, ni dans leurs idéologies.

Il est important aussi de préciser que ces contradictions ne se limitent pas aux femmes (il y a évidemment aussi des contradictions entre les hommes) et que cela ne signifie guère qu'il n'y ait aucune coopération entre elles, même entre les femmes de différents partis. Ces différences montrent uniquement qu'il n'est pas évident que les femmes s'articulent comme un groupe homogène, notamment en ce qui concerne leur rôle en tant que parlementaires, ou dans leur volonté de faire avancer un programme politique « pour les femmes ». Il est aussi important de réitérer que ces antagonismes sont présents au sein des trois partis qui composent actuellement le parlement. Cependant, le MAS compte presque deux fois plus de femmes dans le parlement que les deux autres partis, de sorte que leurs contradictions pèsent plus lourdement sur les décisions de l'assemblée.

Bibliographie

Alvarez, M. E. (2012). Mouvement féministe et droit de vote en Bolivie. *Bulletin de L'Institut Pierre Renouvin*, 35(1), 43.

Ballington, J., & Karam, A. M. (2005). *Women in parliament: Beyond numbers* (Rev. ed).

International IDEA. <http://catdir.loc.gov/catdir/toc/fy0703/2006483670.html>

Chaney, E. M. (1980). *Supermadre: Women in Politics in Latin America*.

Childs, S., & Krook, M. (2008). *Critical Mass Theory and Women's Political Representation*.

- Political Studies*, 56, 725–736. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9248.2007.00712.x>
- Combes, H. (2010). Pour une sociologie du multi-engagement: Réflexion sur les relations partis-mouvements sociaux à partir du cas mexicain. *Sociologie et sociétés*, 41(2), 161–188. <https://doi.org/10.7202/039263ar>
- Combes, H. (2017). La señora Flor: Du droit au logement au « droit de la militante ». *Sociologie de l'engagement dans un quartier populaire de Mexico (1985-2015)*. *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 64–2(2), 184–200. <https://doi.org/10.3917/rhmc.642.0184>
- Dahlerup, D., Hilal, Z., Kalandadze, N., & Kandawasvika-Nhundu, R. A. (Eds.). (2013). *Atlas of electoral gender quotas*. International IDEA.
- Do Alto, H., & Stefanoni, P. (2008). *Nous serons des millions: Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*. Raisons d'agir éd.
- Drude Dahlerup. (2008). «Gender Quotas in Politics: Empowerment from Above or from Below? In K. Iwanaga (Ed.), *Women's political participation and representation in Asia: Obstacles and challenges* (pp. 297–310). NIAS.
- Duverger, M., & Campos, J. ; T. (1996). *Los partidos políticos*. Fondo de Cultura Económica.
- Facts and figures: Women's leadership and political participation*. (n.d.). UN Women – Headquarters. Retrieved April 5, 2023, from <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures>
- Gaxie, D. (1973). *Les professionnels de la politique*. Presses universitaires de France.
- Katie Mccracken & Ana Fitzsimons. (2019). *Women in political decision-making in view of the next European elections*. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2019/608863/IPOL_STU\(2019\)608863_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2019/608863/IPOL_STU(2019)608863_EN.pdf)
- Novillo, M. (2011). *Paso a paso. Así lo hicimos Avances y Desafíos en la Participación Política de las Mujeres* (p. 113). Coordinadora de la Mujer.

Objetivos de Desarrollo del Milenio. (n.d.). UNDP. Retrieved July 6, 2020, from

https://www.undp.org/content/undp/es/home/sdgoverview/mdg_goals.html

Teillet, P. (2013). Professionnalisation politique. In *Dictionnaire. Genre et science politique* (pp.

419–432). Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.achi.2013.01.0419>